

Ce qu'il faut retenir, toutefois, c'est que nous considérons le soutien que nous apportons à l'enseignement coopératif comme un investissement humain qui rapportera énormément.

* * *

LA SOCIÉTÉ CANADIENNE DES POSTES

OPPOSITION À UNE ÉVENTUELLE PRIVATISATION

M. Len Taylor (The Battlefords—Meadow Lake): Monsieur le Président, Postes Canada est en train de rompre tous ses liens avec la population canadienne et s'achemine se dirige tranquillement vers son but final soit la privatisation complète du service des postes.

Les preuves sont claires et accablantes. Vers la fin de la semaine dernière, le bureau de poste de Port Coquitlam, en Colombie-Britannique, a enlevé le drapeau du Canada qui flottait sur ses deux centres pour déployer le drapeau, d'ailleurs d'un gris horrible, qui sera désormais associé à la Société canadienne des postes. La même chose s'est produite à Winnipeg et à Halifax et la pratique semble se répandre à travers le pays.

Postes Canada a par la même occasion adopté un nouveau logo. Regardez-le. Ils ont été jusqu'à supprimer le mot «Canada» du logo qui représente le bureau de poste. Postes Canada, et non «Mail/Poste», doit demeurer une société d'État. Elle doit continuer à rendre des comptes à la population canadienne, à lui offrir un service satisfaisant dans toutes les régions du pays et elle doit continuer à hisser le drapeau du Canada devant chacun de ses établissements et dans chaque collectivité de notre merveilleux pays.

* * *

[Français]

LA CITOYENNETÉ

LA SEMAINE NATIONALE DE LA CITOYENNETÉ

M. Gabriel Desjardins (Témiscamingue): Monsieur le Président, la semaine du 16 au 22 avril est la Semaine nationale de la citoyenneté. Si plusieurs s'interrogent sur le sens exact des célébrations de la Semaine nationale de la citoyenneté, c'est peut-être que leur citoyenneté leur apparaît comme quelque chose de tout aussi naturel que leur naissance, par laquelle ils ont acquis la citoyenneté canadienne sans même s'en rendre compte.

Je crois que nos concitoyens nés dans un autre pays sont peut-être mieux placés pour apprécier à sa juste valeur la richesse de la citoyenneté canadienne.

Le Canada a, à juste titre, été appelé le premier pays international au monde. Cette réputation, nous la devons à notre respect des diverses cultures présentes dans notre société.

Article 31 du Règlement

La Semaine nationale de la citoyenneté nous fournit sans doute la meilleure occasion qui soit de réfléchir à la chance que nous avons d'être citoyens ou citoyennes du Canada, d'habiter l'un des plus beaux pays au monde, terre de démocratie, de paix et de liberté.

* * *

[Traduction]

LES MÉDIAS

L'ATTENTION PORTÉE À LA CAMPAGNE DE FINANCEMENT DES ÉTUDES DES AUTOCHTONES

Mme Margaret Michell (Vancouver—Est): Monsieur le Président, le gouvernement s'est trouvé un allié puissant au chapitre du traitement indifférent et insultant qu'il réserve aux étudiants et à la collectivité autochtones: les médias.

Comme le gouvernement, les médias prétendent qu'une nouvelle politique refusant aux autochtones le plein accès aux études ne porte pas à conséquence, alors qu'elle devrait faire la une des journaux.

La manifestation paisible mais efficace de la collectivité autochtone contre cette politique scandaleuse a reçu peu d'attention.

Les autochtones doivent faire des études postsecondaires pour pouvoir trouver des emplois, pour former de futurs chefs de file et pour promouvoir l'indépendance et l'autosuffisance. En augmentant les sommes investies dans les études, nous réduirons les coûts de l'aide sociale, le nombre des détenus autochtones et le taux élevé de suicide chez les jeunes.

Le gouvernement et les médias font la sourde oreille aux protestations des autochtones qui luttent pour leur avenir.

J'exhorte le gouvernement et les médias à se mettre à l'écoute de la collectivité autochtone et à reconnaître l'obligation du gouvernement de lui permettre de poursuivre des études.

* * *

[Français]

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

LA SITUATION AU LIBAN—LE RÔLE DU CANADA

M. Mark Assad (Gatineau—La Lièvre): Monsieur le Président, ce matin, la ministre des Relations extérieures (M^{me} Landry) a fait des commentaires concernant la situation au Liban. Je crois que le gouvernement devrait en prendre avantage à savoir qu'il y a unanimité dans cette Chambre, et maintenant le Canada est membre du Conseil de sécurité aux Nations Unies, pour démontrer sa détermination que le Canada voudrait que les Nations Unies mettent des pressions sur tous les antagonismes au Moyen-Orient pour mettre fin à la situation au Liban et pour que toutes les armées étrangères quittent le Liban.